Monsieur le Président,

En juin, la Commission a confirmé que les parlements nationaux avaient donné un «carton jaune» à sa proposition de règlement relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services [COM(2012) 130 final] à la suite d'avis motivés adoptés par 12 parlements nationaux représentant un total de 19 voix.

La Commission a examiné avec attention les arguments avancés par les parlements nationaux dans leurs avis motivés et a pris acte du fait que les craintes exprimées concernaient plus particulièrement la valeur ajoutée du projet de règlement, la base juridique retenue, la compétence de l'UE pour légiférer dans ce domaine, les implications du principe général énoncé à l'article 2 et les références au principe de proportionnalité figurant à l'article 3, paragraphe 4, et au considérant 13 du projet de règlement, ainsi qu'à l'égalité d'accès aux mécanismes de règlement des conflits et au mécanisme d'alerte. À l'issue de cet examen, la Commission n'a constaté aucune violation du principe de subsidiarité.

La Commission a par ailleurs pris bonne note de l'état d'avancement des discussions sur le projet de règlement et des avis exprimés par les principales parties prenantes, notamment par le Parlement européen et le Conseil. Aussi reconnaît-elle qu'il est peu probable que sa proposition obtienne du Parlement européen et du Conseil l'appui politique nécessaire à son adoption.

En conséquence, la Commission vous informe par la présente de son intention de retirer sa proposition de règlement relatif à l'exercice du droit de mener des actions collectives dans le contexte de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services.

La Commission espère ainsi faciliter une négociation rapide de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à l'exécution de la directive 96/71/CE et améliorer le contrôle du respect des droits des travailleurs détachés, ainsi qu'il est souhaité au point 3 l) du «Pacte pour la croissance et l'emploi» adopté par le Conseil européen les 28 et 29 juin 2012.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

M. Laurent MOSAR  
Président de la Chambre  
des Députés  
rue du Marché-aux-Herbes 23  
L - 1728 LUXEMBOURG

Maroš Šefčovič  
Vice-président